Communiqué de presse: BDS CH critique des accusations fallacieuses

12.11.2020

Categories: Antisémitisme, Attaques contre BDS

Dans le cadre de la campagne électorale du Conseil de gouvernement de Bâle, le Mouvement pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions contre Israël (BDS) a été décrit à plusieurs reprises comme étant antisémite, ce qui est faux et constitue une diffamation. BDS se base sur les droits humains universels et s'exprime contre toute forme de discrimination. Les mesures de BDS sont fondés sur des critères politiques et non ethno-religieux. En particulier, BDS n'appelle jamais à un boycott des personnes ou des institutions juives. Toute allégation allant dans le sens constitue donc une diffamation. BDS CH appelle les représentant·e-s des médias à fournir des reportages factuels sur cette campagne.

Il est vrai que certains gouvernements et partis politiques déclarent que BDS serait antisémite. Mais ces affirmations relèvent de prises de position politiques qui sont contestées par d'autres voix, et ne reflètent en aucun cas les objectifs de BDS et le travail effectué par ce mouvement depuis 15 ans. Ainsi, [un procès a été intenté](#) et est actuellement en cours pour violation de la constitution allemande devant le tribunal administratif de Berlin contre une résolution correspondante du Bundestag allemand. Cette résolution provient d'un gouvernement qui a élevé son amitié indéfectible avec Israël au rang de « raison d'État », et ce malgré les violations systématiques et bien documentées du droit international et des droits humains par l'État israélien. Cette décision a été critiquée par [240 universitaires israéliens et juifs](#) qui mettent en garde contre l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme.

Le scénario pour assimiler BDS à l'antisémitisme a été échafaudé par le gouvernement israélien, celui même qui viole systématiquement les droits des Palestinien·ne·s et tente de criminaliser la résistance à son système discriminatoire. Depuis des années, les médias, les « experts » et les organisations de lobbying pro-israéliens, en coopération avec les agences gouvernementales israéliennes, consacrent d'énormes ressources à la lutte contre le mouvement BDS, qu'ils perçoivent comme une « menace existentielle » (voir [The Guardian](#) et [+972magazine](#)).

Légitimité de BDS

De nombreux expert·e-s des domaines de la science, de la justice, de la culture ainsi que des organisations et militant·e-s des droits humains défendent BDS comme étant l'expression légitime d'une opinion politique :

- Voir notamment la déclaration en 2016 de [200 expert-e-s juridiques](#), dont l'ancien conseiller juridique du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Département fédéral des affaires étrangères Robert Kolb et l'ancien chef adjoint du département juridique du CICR Marco **Sassòli**.

- Voir également [l'arrêt unanime de la Cour européenne des droits de l'homme](#) en juin 2020 selon lequel la condamnation pénale des militant-e-s de BDS par la Cour de cassation française constitue une violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le mouvement BDS poursuit des objectifs universalistes tels que la liberté, l'égalité et la justice pour tous ; toute forme d'antisémitisme est donc contraire aux intentions de BDS. En conséquence, BDS a une large base de partisans : BDS est soutenu par des expert-e-s en droit international comme les anciens rapporteur spéciaux des Nations unies sur le territoire palestinien occupé, Richard Falk et John Dugard, d'anciens combattant-e-s anti-apartheid comme l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, des intellectuel-le-s comme la philosophe et féministe Judith Butler, des travailleurs et travailleuses culturels comme Ken Loach, des scientifiques comme feu Stephen Hawking, des mouvements antiracistes comme Black Lives Matter et des militant-e-s des droits humains.

Des informations correctes peuvent être vérifiées à tout moment sur le site web de [BDS CH](#) et de la [campagne internationale BDS](#).